

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves
CAMEROUN : LE CORONA-
VIRUS PROGRESSE VITE

Avec 509 personnes infectées, selon les autorités, et 8 morts, le Cameroun est depuis samedi le deuxième pays le plus touché d'Afrique subsaharienne, derrière l'Afrique du Sud. Un nouveau front s'ouvre donc pour ce pays d'Afrique centrale déjà meurtri par deux violents conflits. Depuis l'annonce de mesures, comme la fermeture des frontières ou l'interdiction des rassemblements, par le Premier ministre Joseph Dion Ngute le 13 mars, le gouvernement s'est contenté jeudi dernier de les proroger.

AIRBUS ACHEMINE 4 MILLIONS
DE MASQUES EN EUROPE

L'avionneur européen Airbus a acheminé ce week-end depuis la Chine 4 millions de masques vers l'Europe, destinés en majorité aux autorités de santé des pays où l'entreprise est implantée, pour lutter contre la pandémie de coronavirus, a indiqué dimanche une porte-parole du groupe. Un Airbus A350-1000 appartenant au constructeur européen s'est posé à l'aéroport de Toulouse pour décharger la cargaison, sous la surveillance de la gendarmerie.

GUINÉE : LE RAZ-DE-MARÉE LÉ-
GÈREMENT REVU À LA BAISSÉ

La Cour constitutionnelle de Guinée a entériné vendredi écoulé la très large victoire du "oui" lors du référendum du 22 mars sur une nouvelle Constitution, boycotté par l'opposition, revoyant toutefois légèrement à la baisse l'ampleur du raz-de-marée annoncé la semaine dernière par la commission électorale. La proposition de nouvelle Constitution présentée par le président Alpha Condé a recueilli 89,76% de "oui" et 10,24% de "non", pour un taux de participation de 58,25%, selon les résultats définitifs de la Cour constitutionnelle annoncés sur la radio publique.

En Angola, la population
traîne les piedsJonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

C'EST le cri du cœur et du ventre, partagé dans toute l'Afrique par la population des villes soumises à l'état d'urgence, au confinement ou au couvre-feu anti-coronavirus. "Comment pourrait-on rester à la maison sans rien manger ?"

Chauffeur de mototaxi dans la capitale angolaise Luanda, Garcia Landu a retourné la question dans tous les sens, sans y trouver d'autre réponse que de braver l'ordre des autorités. "Nous avons des responsabilités envers nos familles, nos enfants. Il faut qu'on sorte pour ramener à manger", plaide le père de famille, son casque aux couleurs rouge et noir du drapeau national enfoncé sur la tête.

"Mieux vaut mourir de cette maladie ou d'un coup de feu que de mourir de faim", s'emporte-t-il. "Mourir de faim, ça, je ne l'accepterai jamais. Impossible..." A observer la foule qui continue à piétiner dans les marchés, devant les petites boutiques ou les points d'eau de la mégapole angolaise, les réfractaires à l'état d'urgence, comme Garcia Landu, courent toujours les rues.

S'il n'impose pas de strict confinement, comme en Afrique du Sud, l'ordre du président Joao



Les populations de Luanda bravent les mesures barrières du gouvernement.

Lourenço limite considérablement les déplacements, les réunions et les activités publiques. Selon le dernier bilan officiel, dix cas de Covid-19 ont été recensés en Angola, dont deux mortels. "La situation exige (...) des sacrifices de tous les citoyens, dont les droits et la vie professionnelle et sociale vont devoir être réduits", a asséné le chef de l'Etat dans son discours à la Nation la semaine dernière. Mais pas au point de se priver d'eau, a tranché Quechinha Paulina.

"Ça fait deux semaines que j'ai demandé le passage du camion citerne mais il n'est toujours pas passé", regrette-t-elle. "Donc ce matin, je me suis levée à 3h du matin pour venir en chercher ici". Se ravitailler en eau, chercher de l'argent et, surtout, trouver de quoi manger constituent autant de raisons légitimes de quitter son domicile, état d'urgence ou pas.

Pour limiter ces sorties, le gouvernement a promis d'assurer quelques services de base dans

les quartiers défavorisés, dont la distribution d'eau. Les opérateurs téléphoniques l'ont rejoint en offrant des minutes d'appel gratuites pour éviter les queues devant leurs points de vente. Sans parvenir, à l'évidence, à vider les rues de Luanda. Au fil de la semaine, les forces de l'ordre sont rapidement passées en mode répression. "Nous ne tolérerons pas la désobéissance", avait prévenu le commandant en chef de la police, Paulo de Almeida.

1 209 personnes en détention !

J.O. (Sources : AFP)
Libreville/Gabon

TANT pis pour ceux qui ne respectent pas les mesures restrictives du gouvernement angolais contre le Covid-19. Le ministre de l'Intérieur Eugenio Laborinho a rapporté qu'un total de 1 209 personnes avaient déjà été placées en détention. Plus d'un millier pour être entrées sur le territoire angolais malgré la fermeture des frontières, 189 pour avoir violé d'autres règles de l'état d'urgence. "La police n'est pas sur le terrain pour

faire plaisir ou pour distribuer des chocolats", a justifié M. Laborinho, "les gens sont quand même têtus, ils savent qu'ils doivent rester chez eux". "L'état d'urgence ne sera pas respecté tant que les gens dépendront des ventes dans la rue pour nourrir leur famille", plaide le journaliste proche de l'opposition Rafael Marques. D'ordinaire prompt à égratigner le régime, il concède toutefois quelques vertus à ses mesures d'exception. "Elles ont été prises pour le bien du peuple", insiste M. Marques, "si l'épidémie se propage, il sera trop tard..." Mais, dans le vacarme et l'efferves-

cence des rues de la capitale, ce discours de précaution reste largement inaudible.

"Cette maladie est dangereuse. Tout le monde le sait, tout le monde a compris. Mais rester à la maison ne changera rien", s'agace Domingos Joao, un chauffeur de taxi collectif, en aspergeant les mains de ses passagers de gel hydroalcoolique. "Vous voyez, on est dans la rue mais on respecte les règles". "Si le Covid-19 commence à se répandre ici, c'est fini, des milliers d'Angolais seront contaminés", s'inquiète un enseignant, Geraldo Dala, sorti pour faire ses courses. "Mais les



Le président Joao Lourenço et son gouvernement ont décidé d'avoir la main ferme.

gens sont obligés de sortir pour du pain ou un kilo de riz", répète-t-il

en boucle, "ils doivent subvenir aux besoins de leur famille".